

Bulletin d'information PCF Fécamp

Au Sommaire

Le 49-3, des grèves et des succès

Page 1 :

- L'édito

Page 2 :

- Fécamp qui bouge,
Fécamp qui lutte

Page 3 :

- L'interminable feuilleton des poubelles de Fécamp

Page 4 :

- Fête de l'Huma à Rouen
- Les patates à Polo
- Hôpital : les micmacs de la droite

Page 5 :

- Comment ce qui était gratuit devient payant

Page 6 :

- Devenez acteurs de la NUPES, adhérez au parti communiste français



10 novembre : tous ensemble pour les salaires et la retraite à 60 ans

Quelques commentateurs bien en cour avaient jugé un peu vite que la journée interprofessionnelle de manifestations du 18 octobre ne serait qu'un simple petit tour et puis s'en va... Le gouvernement se sentait sûr de lui, avec une CFDT qui refusait de s'engager dans le mouvement, avec [une NUPES empêtrée dans le douloureux apprentissage de la lutte contre les violences patriarcales en son sein](#).

En quelques jours seulement, le rapport des forces s'est inversé. Avec la marche contre la vie chère et l'inaction climatique organisée par la NUPES le 16 octobre, puis la forte mobilisation lors de la journée intersyndicale du 18 octobre, [la grève des salariés des raffineries et des dépôts de carburant](#), rejoints par les salariés des centrales nucléaires, le monde du travail vient de poser avec force la question essentielle de la répartition des richesses en France.

Un seul chiffre : les revenus des actionnaires de Total sont égaux à la totalité de la masse salariale du groupe dans le monde, avec, en 2021, 9 milliards d'euros de dividendes. Au-

cun des discours usés jusqu'à la corde sur la sauvegarde de « la compétitivité » de Total ne peut justifier un tel déséquilibre dans le partage des richesses au sein du groupe. Où l'argent des superprofits serait-il le plus utile : dans la poche des actionnaires ou bien dans celle des travailleurs ?

Dans les couloirs feutrés du Pouvoir, une petite odeur aigrette commence à se faire sentir, l'odeur des sueurs froides et de la trouille face au monde du travail organisé.

Alors, le gouvernement d'Emmanuel Macron sort l'artillerie lourde : [campagne de désinformation sur les salaires des employés des raffineries](#), attaques haineuses pour monter la population contre les syndicats, réquisitions des grévistes, utilisation à répétition de l'article 49.3 pour faire taire les députés qui voulaient taxer les superprofits.

Ce faisant, Emmanuel Macron, son gouvernement et ses députés essaient, une fois encore, de défendre le monde des riches, le monde des actionnaires et des arrivistes face au monde du travail.

Mais ils sont bien obligés de lâcher du lest comme [dans les centrales nucléaires où la CGT vient de signer un accord retentissant](#), avec à la clé 200 € de plus sur la feuille de paie chaque mois, dès le 1er janvier prochain. De même, [le gouvernement vient de lâcher en catastrophe 150 puis 400 millions € face à la colère des personnels des services de pédiatrie des hôpitaux](#). A Fécamp, après des mois et des mois de lutte, les aides à domicile du CCAS viennent enfin d'être admises à bénéficier des revalorisations salariales du Ségur de la santé.

A toutes celles et ceux qui étaient dans la rue le 18 octobre, aux [salariés des EHPAD de Fécamp qui se sont mobilisés ce 22 octobre](#), les communistes de Fécamp apportent leur soutien et leur disent : vous avez raison, vous tenez le bon bout, ne le lâchez pas ! Et à tous les autres fécampois, les communistes leur disent : c'est le moment de s'y mettre, ne restez pas sur le bord du chemin. La CGT lance une [nouvelle journée de mobilisation le 10 novembre](#). Allez-y !

Fécamp qui bouge, Fécamp qui lutte

Retour en images sur les luttes qui ont marqué la rentrée sociale à Fécamp



C'est le personnel des crèches qui a ouvert le bal, le 6 octobre, avec une [très forte mobilisation](#) pour soutenir le mouvement national « [Pas de bébé à la consigne](#) » et pour réclamer à M. Vasset,

l'héritier de Mme Poussier-Winsback à la tête de l'agglomération, des locaux moins exigus pour accueillir correctement les petits de Fécamp.



Le 16 octobre, les militants de la NUPES sont montés à Paris pour protester contre le vie chère et l'inaction climatique. Parmi eux, Jacques Louiset, le secrétaire de la section

de Fécamp du PCF.



Deux jours plus tard, le 18 octobre, ce sont les salariés qui ont manifesté dans les rues de Fécamp à l'occasion de la journée d'action inter-syndicale pour réclamer des augmentations de salaires pour faire face à l'inflation.

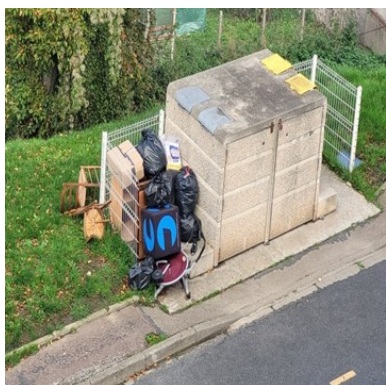


Et 22 octobre, c'est tout le quartier de l'hôpital de Fécamp qui a été bloqué par les employé-es des EHPAD, en grève pour réclamer des embauches face à l'asphyxie de ce service public de plus en plus indispensable avec le vieillissement de la population mais de plus en plus mal loti budgétairement



En filigrane de toutes ces luttes, les mêmes préoccupations : [comment instaurer une échelle mobile des salaires indexée sur l'inflation comme vient de le proposer Fabien Roussel ?](#) Comment travailler dignement et défendre les services publics asphyxiés par le gouvernement ?

L'interminable feuilleton des poubelles de Fécamp



Il ne se passe de mois sans que le feuilleton de la gestion des poubelles par l'équipe de Mme Marie-Agnès Poussier-Winsback et de son héritier, M. David Roussel, ne vienne s'enrichir d'un nouvel épisode... Il y avait déjà eu l'épisode du pro-

cès perdu (bêteté) contre un syndicat de retraitement des ordures ménagères, il y avait eu l'épisode de la hausse ahurissante de la taxe poubelle. Le mois dernier, nous avons eu droit à l'épisode de la suppression de la tournée du mercredi de ramassage des poubelles.

Ce mois-ci, c'est une pétition de riverains à qui l'agglomération, pour compenser la suppression de la tournée du mercredi, a en tout et pour tout proposé quelques sacs poubelles supplémentaires, à charge pour les habitants de s'en contenter jusqu'à la prochaine tournée... et à charge pour les agents du ser-

vice de ramassage des ordures ménagères de se les coltiner, qu'ils aient été ou non crevés par les goélands ou les chiens errants, faute de bacs en nombre suffisant. Bref, ça déborde de partout

Les communistes font une suggestion au service comm' de notre députée macroniste : pourquoi ne pas en faire un feuilleton TV, qu'on appellerait « Poubelle la vie » ?

Le texte de la pétition des riverains de la rue Robert Duglé de Fécamp

Nous constatons depuis septembre et la suppression de la tournée de ramassage des poubelles grises du mercredi que des sacs-poubelles sont déposés auprès des lieux de collecte qui ne sont plus suffisants.

Nous demandons la pose de bacs supplémentaires de façon à éviter que notre quartier devienne insalubre.

<i>NOM</i>	<i>PRÉNOM</i>	<i>COMMUNE</i>	<i>TELEPHONE</i>	<i>MAIL</i>



**Pour battre la droite et Macron,
J'adhère au PCF**

rougegorge@pcf-fecamp.fr

La petite sœur de la fête de l'Humanité

19 et 20 novembre, au parc des expositions de Rouen, les communistes de Normandie vous invitent à leur fête de l'Huma

Deux jours de débats pour résister et inventer des jours heureux pour le monde du travail

Deux jours de concerts et de fête avec Fianso, les Né-

gresses vertes et Poupie

Billets en vente [ici](#) ou bien téléphonant aux communistes de Fécamp, au numéro indiqué ci-dessous



Les patates à Polo prennent de la hauteur



Comme chaque année, la section de Fécamp du PCF a organisé ce 29 octobre sa récolte solidaire annuelle de pommes de terre. La règle du jeu est simple : chômeurs, personnes en difficulté financière peuvent venir glaner autant de pa-

tates que leurs bras peuvent en emporter dans un champ mis en culture tous les ans par notre camarade Serge Leduey. Cette année, histoire de prendre un peu de hauteur, le [Rouge-Gorge a filmé la récolte vue du ciel](#), depuis un drone

Hôpital : les micmacs de la droite



Trop occupée par ses fonctions de députée macroniste, Mme Poussier-Winsback a décidé de laisser tomber la présidence du conseil d'administration de l'hôpital de Fécamp, refilant le bébé à Mme Rivière. Ce sera donc la maire de Thérouldeville qui va présider l'hôpital de Fécamp. Ça va ? Vous suivez ? Entre autres

exploits, cette maire avait parrainé la candidature d'Eric Zemmour. Interpellée par son conseil municipal, Mme Rivière avait justifié son parrainage par le soutien d'Eric Zemmour à l'enseignement du latin et du grec. Certes, les médecins du temps de Molière usaient et abusaient du latin pour mieux masquer leur incompétence mais de là à faire de Mme Rivière la présidente du conseil d'administration de l'hôpital...

Le PdG de Total se goinfre

La lecture de la presse patronale nous apprend que Patrick Pouyanné va palper cette année [1 million d'euros de dividendes](#). Après s'être déjà auto-augmenté de 52 % son salaire l'année dernière...

Le recasé de la RATP

En voilà un qui n'aura même pas eu besoin de traverser la rue pour trouver du boulot... [Emmanuel Macron va nommer Jean Castex, son ancien 1er ministre, PdG de la RATP](#). En court-circuitant au passage la procédure d'audit habituelle

Les députés traités comme des pailles

En dégainant l'article 49.3, le gouvernement a mis un terme brutal aux débats du Parlement. En [traitant les députés choisis par le peuple français comme des pailles](#), Macron abîme encore un peu plus la démocratie française

Le RN vote contre le rétablissement de l'ISF

Sans grande surprise, [les députés lepénistes ont voté contre le rétablissement de l'ISF](#). Les amendements visant à intégrer les œuvres d'art, les yachts et les jets privés dans l'assiette de l'impôt sur la fortune immobilière ou à taxer les très hauts patrimoines ont tous été retoqués par la Sainte Alliance des députés macronistes, de droite et lepénistes. Rappelons que Marine Le Pen aurait été la première à être imposée, en tant que propriétaire du luxueux [manoir de Montretout](#)... Pas folle, la guêpe...

Beurk...

[Une des députées de Marine Le Pen vient de faire parler d'elle, en demandant à ce que les sauveteurs en mer fassent le tri entre les naufragés](#) qu'ils sauveront et ceux qu'ils laisseront se noyer, selon leur nationalité. La « dédramatisation » du RN n'aura duré que le temps d'une campagne électorale. Raciste un jour, raciste toujours...

« Une privatisation d'un nouveau type, ce qui était gratuit devient payant »

Le chercheur montre comment la numérisation des services publics s'opère à marche forcée. Premières victimes, les plus précaires. Il revient aussi sur une dématérialisation qui permet l'extension inédite du secteur privé.



GUISSEOU JAHANGIRI

GILLES JEANNOT
Ingénieur des travaux publics de l'État et sociologue à l'École des ponts et chaussées

Comment explicitez-vous que la numérisation des services publics se réalise dans la douleur, pour les agents mais aussi pour les usagers ?

Il existe deux sources classiques d'explications : le manque de compétences et le recours mal contrôlé à la sous-traitance au privé. Mais il ne faut pas négliger une spécificité : la grande complexité des grandes organisations publiques. Dans une agglomération, par exemple, vous avez des centaines d'applications métiers, une diversité de missions. Donc, quand vous devez faire un logiciel pour les usagers, cela nécessite des systèmes d'intégration (réunissant au sein d'un même système d'information des données instruites séparément - NDLR) particulièrement compliqués.

Le rythme de transformation n'est-il pas trop rapide ?

L'administration électronique trouve ses origines au début des années 1990, mais, dans un premier temps, son usage était facultatif. Les premiers usagers étaient ceux qui avaient le plus de ressources. Si bien que les accueils de l'administration sont devenus de plus en plus des

guichets qui traitent les questions des exclus, des plus en difficulté. Le programme « Action publique 2022 » est une nouvelle étape qui repose sur le principe de la généralisation. Ainsi, les personnes fragiles n'ont plus l'alternative du guichet. En parallèle, l'État a externalisé des fonctions de relation directe avec les administrations : les contacts avec le public peuvent se faire par des prestataires externes qui vont progressivement devenir l'interface avec les usagers. Cela a commencé lorsqu'on a fermé les guichets des préfectures. Pour les cartes grises, au lieu d'aller sur le site Internet public, il est possible de confier le dossier à son garagiste ou à une société privée spécialisée. Il s'agit d'un nouveau type de privatisation.

Quelles sont les conséquences ?

Cette transformation induit des changements dans la vision qu'on pourrait avoir d'un service public, d'abord parce que le service qui était gratuit est désormais payant, mais aussi parce qu'il peut entraîner une perte de qualité de la relation avec les usagers. Cela s'étend maintenant au social avec mes allocs.fr, un site permettant de connaître les aides dont vous pourriez avoir

droit. Il existe un site public qui s'appelle mes aides.fr, mais qui est un petit peu tombé en déshérence. Si vous tapez mes allocs.fr, pour 29,90 euros, le site s'engage à vous faire obtenir votre RSA et votre APL. Le gouvernement tente d'y remédier au travers de France Services. Ce sont souvent aussi les travailleurs sociaux qui prennent le relais malgré eux, mais cela reste insuffisant.

Pourquoi l'arrivée des plateformes pousse-t-elle plus loin cette privatisation des services publics ?

Nous avons souhaité appeler privatisation un phénomène un peu plus vague de déstabilisation du service public. L'exemple type est Waze, qui fait de l'orientation de voyageurs sans avoir racheté le service Bison futé. Il s'agit plutôt d'une concurrence nouvelle qui n'a rien à voir avec, par exemple, l'émergence des grandes sociétés délégataires de services pour les villes. En se développant très rapidement, la plateforme va générer du trafic et des usages sur la voie publique qui vont perturber la collectivité et fragiliser les services publics. C'est la même chose avec Airbnb pour le logement ou avec les dark stores et dark kitchens pour l'usage de l'espace urbain. ●

CLOTILDE MATHIEU
clothilde.mathieu@humanite.fr

« La Privatisation numérique. Déstabilisation et réinvention du service public », de Gilles Jeannot et Simon Cottin-Marx, Raisons d'agir éd., 2022.

« ON ASSISTE À UN PHÉNOMÈNE DE DÉSTABILISATION DU SERVICE PUBLIC QUI S'ÉTEND MAINTENANT AU SOCIAL. MES ALLOCS.FR PROPOSE, POUR 29,90 EUROS, D'IDENTIFIER LES AIDES AUXQUELLES ON EST ÉLIGIBLE. »

**Avec les communistes, devenez acteur de
la Nouvelle Union Populaire, Ecologique
et Sociale**

JE REJOINS le Parti communiste français

Nom & prénom

Date de naissance Sexe  

Adresse

CP/Ville

Profession

Lieu de travail ou d'étude

Tel.

Portable

E-mail

Comme chaque
femme et
chaque homme
qui rejoint le
PCF, vous
avez le droit
de recevoir
l'**Humanité**
pendant
un mois.
Merci de nous
confirmer
votre accord.

OUI

À renvoyer à: **Parti Communiste Français**
33 place de général de Gaulle 76000 Rouen

Envoyez un E-mail à pcf@pcf-fecamp.fr avec vos questions
et suggestions.

Consultez les anciens numéros du Rouge-Gorge sur le web
à <http://www.pcf-fecamp.fr>

Inscrivez-vous pour recevoir par mail les nouveaux bulletins
à pcf@pcf-fecamp.fr

La page Facebook du PCF de Fécamp
(1 à 2 mises à jour par semaine) :
*Pour suivre l'actualité politique au quoti-
dien*

Cliquez ici 

Le site web de la section de Fécamp du
PCF, avec l'intégrale des anciens nu-
méros du Rouge-Gorge et nos vidéos :

Cliquez ici 

Le journal l'Humanité :

Cliquez ici 

Les élus communistes du conseil
municipal de Fécamp :

Cliquez ici 

La page Facebook de Céline Brulin,
sénatrice de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Jean-Paul Lecoq,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Sébastien Jumel,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook d'Hubert Wulfranc,
député de Seine-Maritime :

Cliquez ici 

La page Facebook de Fabien Roussel,
candidat à l'élection présidentielle :

Cliquez ici 



Prenons soin de la France